

(Spécial manifestation du 8 décembre)

Si vous ne voulez plus recevoir de courrier de la LCR, merci de nous le faire savoir et nous cesserons de vous envoyer des mails. Veuillez envoyer un courriel à stopmail@lcr-rouge.org

ROUGE l'hebdomadaire de la LCR sur Internet : www.lcr-rouge.org

→Dimanche 8 Décembre 2002, manifestation unitaire nationale à Paris, 13h, Denfert-Rochereau. Rendez-vous pour les militant(e)s et les sympathisant(e)s de la LCR à l'angle de l'avenue Denfert-Rochereau et de l'avenue de l'Observatoire.

Sommaire :

- (1) Sauver le service public d'éducation.
- (2) Le tract de la LCR.
- (3) La déclaration commune.
- (4) Agenda.

(1) Sauver le service public d'éducation, Pour l'école, un plan d'urgence.

Les inégalités au sein de l'école restent profondes et, dans certains cas, se sont même accrues. La prolongation de la poursuite d'études ne peut masquer que l'école contribue au tri social. Une autre politique scolaire est pourtant possible. C'est une question de volonté politique.

Le maintien de la crise sociale, un marché du travail très sélectif, les dynamiques territoriales ségrégatives en termes de logement, les pressions importantes dues à un financement insuffisant convergent pour faire de l'éducation nationale, comme d'autres services publics, une "Cocotte-Minute" où les tensions sont très vives. La multiplication des mouvements sociaux dans l'éducation depuis le mouvement de la Seine-Saint-Denis en est l'expression. Parfois, cela prend des formes moins "positives": explosion de violence, fatigue devant les conditions de travail, dégradation de locaux, retour de la nostalgie d'un élitisme plus confortable...

Vague libérale

La vague libérale qu'a accompagnée et encouragée le gouvernement produit ses effets sur l'école. Derrière le vernis d'une école fondée sur des projets élaborés au cas par cas, se développent la mise en concurrence entre établissements, l'exacerbation des différences de moyens et de traitement à leur

- disposition, la préparation à l'ouverture au marché de pans entiers de la formation ou d'activités autour de l'école, une gestion de plus en plus managériale du personnel avec une précarisation massive à la clef.
- Les conséquences sont multiples: la scolarisation dès deux ans stagne depuis dix ans, même là où ses effets seraient pourtant les plus nécessaires (dans les milieux populaires); le secteur privé post-bac et plus généralement les filières sélectives se renforcent dans l'enseignement supérieur, tandis que la progression des effectifs est stoppée pour l'université. L'enseignement professionnel subit de plein fouet les pressions patronales, qui se servent de la formation continue comme cheval de Troie pour porter de plus en plus atteinte au service public (interventions sur les contenus, les financements, l'évaluation). Au milieu, le collège est le lieu où s'exprime de la façon la plus vive le tri social. Si bien qu'en aval, au lycée, la diversification des filières entérine plus ce tri social qu'elle n'est l'expression d'un choix d'orientation des élèves et des familles. Quant à l'école primaire, si elle réussit à accompagner les enfants jusqu'au collège - sauf pour les élèves les plus en difficulté -, elle ne peut contenir l'expression des inégalités qui explosent lors du passage au collège. Enfin, il faudrait ajouter les fortes pressions sur l'ensemble du secteur périscolaire, voire les actes éducatifs "périphériques" que l'Etat ne veut plus assumer, et qu'il renvoie au secteur associatif ou privé.

Le Plan Ferry contre l'illettrisme

Lors de sa conférence de presse de rentrée, le ministre de l'Education nationale, Luc Ferry, a présenté son plan de lutte contre l'illettrisme. Cette notion est assez vague et s'emploie pour qualifier des adultes qui ont eu accès à l'école (à la différence des analphabètes), mais qui ont dans la vie courante de grandes difficultés dues à une maîtrise insuffisante de la lecture et de l'écriture. Selon l'Insee, la moitié des illettrés n'a pas le français comme langue maternelle. Parler d'illettrisme, pour des enfants en cours d'apprentissage, est dangereux, de stigmatiser comme futurs illettrés les élèves qui rencontrent des difficultés !

Quand on lit en détail les mesures que Luc Ferry préconise pour cette "lutte", on comprend mieux à quoi sert l'épouvantail de l'illettrisme. Il s'agit de revenir aux fondamentaux du "lire, écrire, compter" en faisant abstraction de toute ouverture culturelle et scientifique, la seule pourtant capable de donner du sens à l'acte même de lire. L'école publique doit donner un bagage minimum, celui dont les futurs salariés et chômeurs auront besoin. La culture, l'épanouissement

Cette campagne idéologique a un autre avantage. Elle permet de reporter sur l'illettré la responsabilité de sa situation. La presse se répand sur les conséquences sociales de l'illettrisme: chômage, marginalisation, délinquance. Ce n'est plus le capitalisme qui supprime les emplois, c'est l'illettrisme qui empêche de les pourvoir

Une attaque sans précédent

Au-delà du plan Ferry, une politique d'attaque frontale contre le service public de l'éducation

Depuis la rentrée scolaire, la droite a montré qu'elle cherche à remettre en cause le service public d'éducation : les 20 000 licenciements d'aides-éducateurs et les 5600 suppressions de postes de MI-SE prévus pour la rentrée prochaine, la modification de statuts de personnels comme les conseillers d'orientation, sont une attaque sans précédent depuis des années contre les personnels et leurs conditions de travail. La décentralisation va accentuer les inégalités et réduire les acquis sociaux (en premier lieu pour les personnels d'entretien). Sans parler de la politique ultra-répressive de Sarkozy, relayé par Darcos, qui va bientôt habiller les profs en bleu.

Des mesures, maintenant!

Une autre politique scolaire est possible autour de mesures immédiates concrètes:

→ Parce que l'école est profondément ancrée dans le territoire, il est impératif de développer de véritables politiques de la ville et du logement social pour contrecarrer la constitution de ghettos urbains ou l'isolement rural. Ces politiques sont indispensables pour permettre durablement le retour à une sectorisation plus rigoureuse, qui puisse réduire les discriminations profondes fondées sur le choix des établissements.

→ La gratuité de l'école est loin d'être acquise, de la même façon que les inégalités de financement restent importantes, tant dans le primaire qu'au-delà. Des moyens budgétaires doivent être dégagés non seulement pour la gratuité des livres, mais aussi pour celle des fournitures, des sorties scolaires, des classes vertes, des voyages, etc.

Dans le même temps, le budget de l'aide et de l'action sociale doit permettre d'alléger les charges de la scolarisation pour les familles les plus démunies, à commencer par les frais de cantine.

→ Une mesure phare serait de réaliser un véritable collège unique, c'est-à-dire de se donner pour objectif (avec les moyens de le mettre en oeuvre) que tous les élèves aient les mêmes choix possibles à l'issue du collège. Cela a de nombreuses implications en amont (à l'école primaire) mais aussi en aval (dans les lycées). Il faut non seulement réduire massivement les effectifs par classe, en priorité dans les établissements connaissant le plus de difficultés, mais également diminuer le temps devant élèves pour les enseignants, afin de laisser la place au développement de pratiques professionnelles et/ou pédagogiques innovantes, du travail en équipe, d'une disponibilité pour accueillir les élèves et leurs parents. Donner les moyens d'une réflexion pédagogique et professionnelle qui puisse mettre en débat la question des savoirs et de modes d'apprentissages moins élitistes, c'est la condition pour assurer un contenu des cours qui soit le même pour tous. Enfin, il est nécessaire d'aménager du temps pour les devoirs à l'école, ce qui signifie que le temps de présence dans l'établissement ne doit pas diminuer, afin de réduire au strict nécessaire le travail au-delà.

→ Un rapprochement des lycées professionnels et des lycées généraux est nécessaire pour garantir la possibilité d'une véritable mobilité entre les orientations et donc le retour à une véritable seconde indifférenciée qui aide l'élève à préparer ses choix futurs.

→ Il est urgent de revenir à un service public laïc unifié qui assure ses missions sans avoir à subir les pressions du patronat, plus particulièrement dans les filières professionnelles, avec une reconnaissance nationale des diplômes par l'école mais aussi sur le marché du travail.

→ Afin que les établissements scolaires soient de véritables lieux de vie et d'étude décents, il est nécessaire de les équiper et de les aménager: matériel, salle d'étude et de documentation, foyer, personnel disponible, entretien des locaux, expression d'une vie associative.

→ Les personnels doivent être recrutés à égalité de statut pour un même travail afin, entre autres, de supprimer la précarité.

→ Face à la remise en cause du caractère national des diplômes, il faut revenir sur la déréglementation en cours.

→ Démocratiser le fonctionnement même de l'école vis-à-vis des personnels, des élèves et des parents passe par une reconnaissance de leur rôle, de leur représentation collective, de leurs droits respectifs.

→ Enfin, lutter contre la violence à l'école, c'est prendre en compte la violence de l'institution à l'égard des élèves, notamment ceux qui sont le plus en difficulté, en luttant contre la sélection sociale à l'école et en donnant les moyens en termes de locaux décents, de personnel et de formation.

De telles mesures nécessitent une augmentation importante du budget de l'éducation nationale, et les fonds publics doivent être exclusivement consacrés à l'école publique à tous les niveaux de la scolarité.

Pour démocratiser l'école, il faut la transformer. En sachant qu'une école démocratique dans une société qui ne l'est pas - du point de vue de l'égalité sociale - est une perspective un peu vaine. Mais la transformer, c'est aussi contribuer à ce que la société change. ■

(2) Le tract de la LCR.

Tous à Paris le 8 décembre. Pour l'école et les services publics.

Le dimanche 8 décembre les organisations et associations d'enseignants, de parents et d'étudiants appellent à manifester pour défendre le service public d'éducation nationale. Ce jour là nous devons être des centaines de milliers pour dire clairement non aux projets du gouvernement Raffarin et dire oui à l'école pour tous et toutes.

L'Education, ça nous concerne tous !

L'éducation nationale est sacrifiée par ce gouvernement qui a clairement choisi la sécurité, l'armée, la police et les prisons, comme priorités. Les éducateurs ou surveillants, qui ont le plus souvent moins de 25 ans, vont voir leur poste de travail supprimé d'ici quelques mois par le ministère. Aux côtés des jeunes, ils remplissaient des tâches utiles d'aide aux devoirs, dans les bibliothèques ou les salles informatiques des établissements scolaires. Plus jeunes que les profs, souvent plus proches des préoccupations des élèves, ils savent mieux que d'autres écouter les problèmes des enfants, éviter les conflits, voire les situations de violence. Pourtant ce sont eux qui trinquent les premiers : 25600 postes supprimés, c'est le plus gros plan de licenciements de l'année !

Le budget de l'état multiplie les cadeaux aux plus riches et au patronat, relance la course aux armements, va créer de nouvelles prisons. A-t-on besoin d'un deuxième porte-avions ou de davantage de crédits, de postes, pour l'Education nationale ?

L'éducation sacrifiée

Moins d'argent pour l'enseignement, cela veut dire une école qui remplit mal ses missions, qui laissent des milliers de jeunes en échec, sans formation ni qualification. Le premier ministre et le ministre Ferry veulent d'ailleurs supprimer le collège unique et orienter plus tôt les élèves. Mais, est-ce juste de demander à un gosse à treize ou quatorze ans de choisir pour la vie un métier ? On connaît la chanson celle d'il y a trente ans où les enfants des classes populaires ne continuaient pas l'école au delà de quatorze ans

Ce sont les écoles privées qui se frottent les mains en récupérant de plus en plus d'élèves. Réduire le budget, ne pas garantir un enseignement de qualité pour tous, c'est casser le service public, augmenter les inégalités dans le pays. C'est pourtant la politique qu'a menée la gauche plurielle hier, celle que continue en pire aujourd'hui la droite. Alors, oui il faut un grand mouvement populaire pour défendre l'école.

■ Pour les services publics

Comme tous les services publics, l'école est aujourd'hui en danger. Les requins de la finance guettent déjà les secteurs qui pourraient être rentables comme l'enseignement professionnel. Alors Raffarin peut promettre de ne rien changer sans l'avis des enseignants. Mais qu'attendre d'un gouvernement qui veut privatiser les entreprises publiques comme EDF ou GDF, et demain La Poste ou la SNCF ?

Des journées de grèves et de manifestations ont été organisées pour défendre les services publics cet automne. Le 3 octobre, les agents d'EDF-GDF, le 17 octobre les enseignants, le 26 novembre ceux de la SNCF, de France Telecom et d'autres secteurs. Pour l'heure le gouvernement n'a rien changé à sa politique. Il faut donc se faire entendre plus fort. C'est bien un "tous ensemble", toutes les entreprises publiques, toutes les administrations ensemble, qu'il faudra organiser. Un enjeu de société qui ne concerne pas seulement les travailleurs du public mais tous les usagers des services publics, c'est à dire l'ensemble de la population.

Comme dimanche prochain, le 8 décembre, pour l'école. ■

(3) Déclaration commune.

Déclaration commune 06/11/02

FAEN, FERC-CGT, FSU, Sgen-CFDT, Unsa éducation, FCPE, FIDL, UNL, UNEF

Parce que nous sommes ambitieux pour tous les jeunes et pour l'avenir de notre société,

→ nous voulons la réussite de tous,

→ nous voulons que le jeune reste au centre du système éducatif,

→ nous refusons d'opposer savoirs et éducation,

→ nous entendons combattre l'exclusion, les inégalités,

→ nous voulons un développement économique et social fondé sur la justice, la solidarité, l'accès aux qualifications et à la formation,

→ nous voulons que le service public d'éducation et de formation soit la priorité de la Nation.

Ce n'est pas le choix que fait le gouvernement actuellement : il abandonne la priorité à l'éducation, il remet en cause l'ambition de faire réussir tous les jeunes, il porte atteinte à l'objectif de démocratisation.

Suppression de postes et diminution des crédits pour l'éducation et la recherche publique vont à l'encontre de nos exigences.

Sous couvert de décentralisation et d'expérimentation par les collectivités territoriales, il ne donne pas les garanties nécessaires sur l'égalité d'accès à l'éducation, la pérennité des missions et le statut de l'ensemble des personnels.

Il menace l'unité du service public.

Ce sont d'autres choix, d'autres orientations et d'autres ambitions qu'il faut pour les jeunes et pour le service public.

Pour cela, nous appelons les personnels, les parents, les jeunes et plus largement toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ces exigences, à

une manifestation nationale

DIMANCHE 8 DECEMBRE 2002

13h — Denfert-Rochereau

Bd St Michel, Bd St Germain, Pont Sully, Bd Henri IV, Arrivée : Place de la Bastille
pour :

→ La priorité à l'éducation et à la recherche publique.

→ Des moyens et des personnels qualifiés pour la réussite de tous.

→ Un service public démocratique répondant aux besoins de la Nation. ■

(4) Agenda.

→ Contre la guerre, 3 dates nationales : 14 décembre - journée nationale de manifestations dans toute la France, 17 janvier (sans doute manifestations régionales) et 15 février - montée nationale à Paris. ■